

LUNDI 5 NOVEMBRE 2007 - N° 1



Le grand Beffroi de Lille

# Un congrès pour débattre et agir plus fort

*L'édito*

## Sous l'œil de Sarkozy

Le débat de congrès ?

Il est ouvert depuis le CEN de septembre 2006, qui adoptait un pré-rapport, base de près de 100 débats dans les syndicats. Versés au compte du projet fédéral, ces échanges trouvent leur aboutissement aujourd'hui par l'ouverture du congrès des syndicats constituant notre fédération. L'orientation proposée, après sa prise en compte par le CEN, a été diffusée à raison d'un exemplaire par syndicat en juin, mise en ligne sur le site fédéral sous deux formes, imprimée et encartée dans Impac début septembre. Aucune précaution n'a été négligée dans l'effort de d'information et d'incitation au débat.

Les assises, qui s'ouvrent aujourd'hui, couronnent un long moment de maturation de la réflexion.

Elles doivent mieux armer, mieux souder l'intervention et l'action d'une Filpac au champ de compétence étendu, dans une Cgt désignée par le pouvoir comme l'adversaire par excellence. Les travaux de notre congrès se déroulent donc sous l'œil de Sarkozy. Cheminots et fonctionnaires, magistrats, gaziers et électriciens lui ont donné rendez-vous mi-novembre.

Nous devons assurer au président absolu, qu'il nous trouvera dans toutes les campagnes revendicatives, celle des retraites comme celle des salaires, entre beaucoup d'autres.

Aux syndicats de décider de quel bois ils comptent se chauffer.



# Déroulement du Congrès

## PROJET

### Lundi 5 novembre

#### *Première séance Salle du Congrès*

14 heures  
Ouverture du Congrès  
Election du Bureau du Congrès  
Election de la présidence  
première séance

14 h 30  
Intervention d'accueil  
du Syndicat de Lille

14 h 45  
Intervention  
Union départementale Cgt

15 heures  
Hommage aux militants disparus

15 h 20  
Vote du règlement du Congrès

Adoption de l'ordre du jour  
du Congrès

15 h 30  
Election des commissions  
- Commission des mandats et votes  
- Commission des amendements  
au projet fédéral  
- Commission Statuts  
- Commission des candidatures

15 h 50 Pause

16 h 10  
Rapport d'ouverture, Michel Muller

17 h 30  
Intervention de Philip J. Jennings  
Secrétaire général  
de l'Union Network International

17 h 50  
Intervention de Rainer Raibsch  
Secrétaire général de l'EMCEF

18 h 05  
Election de la présidence  
de la deuxième séance  
Fin de la première séance

18 h 45  
Réception mairie de Lille

#### *Réunion commissions Salles H1 et H2*

18 h 10  
Réunion de la commission  
des mandats et votes

18 h 10  
Réunion de la commission  
amendements au projet fédéral  
« Nouveaux défis, nouveaux espaces,  
nouveaux espoirs »

Soirée libre

### Mardi 6 novembre

#### *Salle H*

8 heures  
Réunion du Bureau du congrès

#### *Deuxième séance Salle du Congrès*

8 h 30  
Rapport de la commission  
des mandats et votes

9 heures  
Débat  
sur l'activité fédérale

10 h 30 Pause

10 h 50 Suite débat

12 h 45 Déjeuner

14 heures  
Rapport financier  
+ débat

14 h 50  
Intervention  
de la commission  
de contrôle financier

15 heures Pause

15 h 20  
Réponses  
aux questions du débat

15 h 40  
Vote  
+ quitus à la direction sortante

16 heures  
Résultat du vote  
Election présidence  
troisième séance

16 h 10 Pause

#### *Troisième séance Salle du Congrès*

16 h 30  
Présentation du projet fédéral  
« **Nouveaux défis,  
nouveaux espaces,  
nouveaux espoirs** »

17 heures  
Introduction premier thème  
« **Le syndicalisme,  
ça sert à revendiquer** »

17 h 10  
Débat  
+ vote premier thème

18 h 25  
Fin des travaux

Soirée libre

### Mercredi 7 novembre

#### *Salle H*

8 h 30  
Réunion du Bureau du congrès

#### *Suite troisième séance Salle du Congrès*

9 heures  
Introduction deuxième thème  
« **La méthode de la charte  
revendicative** »

9 h 10  
Débat + vote du deuxième thème

10 h 25 Pause

10 h 45  
Introduction troisième thème  
« **Le salariat de la communication  
dans la convergence numérique** »

10 h 55  
Débat + vote troisième thème

12 h 15 Déjeuner

14 h 30  
Intervention  
de Bernard Thibault  
Secrétaire général de la Cgt

15 heures  
Introduction quatrième thème  
« **La Fédération,  
utile pour les salariés,  
outil pour les syndicats** »

15 h 10  
Débat + vote quatrième thème

16 h 30 Pause

16 h 50  
Introduction cinquième thème  
« **La Fédération,  
vous la voulez comment ?** »

17 heures  
Débat + vote cinquième thème

18 h 20  
Vote global du document  
+ Pause

18 h 45  
Résultat du vote  
Fin de la troisième séance  
Election présidence quatrième séance

#### *Salles H1 et H2*

18 h 45  
Réunion  
de la commission des statuts

18 h 45  
Réunion de la commission  
candidatures au CEN

19 h 30  
Soirée fraternelle

### Jeudi 8 novembre

#### *Salle H*

8 heures  
Réunion du bureau du congrès

#### *Quatrième séance Salle du Congrès*

8 h 30  
La Filpac et les associations :  
l'ACAS et l'AEELPAC

8 h 40  
Compte rendu  
de la commission des statuts  
débat + vote des modifications  
des statuts

9 h 40 Pause

10 heures  
**Une politique financière  
pour agir**  
+ Débat

11 heures  
**Une direction fédérale  
pour mettre en œuvre**

Présentation des candidats au CEN  
retenus par la commission  
des candidatures  
+ débat

11 h 45  
Election du CEN  
+ commission de contrôle financier

12 h 15  
Proclamation des résultats  
des élections  
Election de la cinquième présidence

12 h 30  
Déjeuner

#### *Salle H*

14 heures  
Réunion du CEN  
Election du Bureau Fédéral  
Election du Secrétaire Général  
Election du Secrétariat

#### *Cinquième séance Salle du Congrès*

14 h 45  
Présentation  
de la direction fédérale

15 h 15  
Salut aux partants

15 h 45  
Intervention de clôture

16 heures

Fin du congrès



[www.pegg-ce.com](http://www.pegg-ce.com)



# Un peu d'histoire

## La Voix du Nord : un passé porteur d'avenir

*La Voix du Nord (qui imprime le journal du Congrès)... est un descendant direct de cet organe de la Résistance, paru au cœur de l'occupation nazie qui avait imposé à la région Nord-Pas-de-Calais un statut spécialement sévère.*

*Aujourd'hui, les passants, à Lille, ont des gratuits plein les mains : Métro (dirigé par TF1), 20 Minutes (pour moitié propriété du quotidien Ouest-France) et Lille Plus (créé par La Voix du Nord). Des gratuits payés par la seule publicité, où l'information est subordonnée à la réclame.*

### L'histoire

*La Voix du Nord* résiste. Elle est créée pendant la Résistance. Quand, en septembre 1944, elle reparait à l'air libre, elle partage son imprimerie et ses locaux avec *La Liberté* (quotidien communiste) et *Nord-Libre* (organe du Front national, mouvement unitaire de résistants).

Septembre 1944 était le printemps de la presse écrite à Lille, comme dans tout le pays. En plus des trois titres cités, *Nord-Matin*

et *Nord-Soir* (socialiste), *Lille-Nord*, *Nord-Eclair* et *La Croix du Nord* (quelque temps après) occupaient le terrain du pluralisme des opinions et de la libre circulation des idées.

« Il faut aujourd'hui savoir regarder la réalité avec les yeux grand ouverts et constater avec nous que les abus du libéralisme économique avaient, peu à peu, rejeté de la vie nationale nos populations laborieuses en les prolétarisant », éditorialisait l'un

de ses deux fondateurs, Jules Houcke, à la une de sa première parution libre, le 5 septembre 1944. C'est dire l'espoir social qui régnait lors de ce premier moment d'après-nazisme. Aujourd'hui, *La Voix du Nord*, cédée par Serge Dassault au groupe belge Rossel, c'est une diffusion de 300 000 exemplaires environ, de 25 éditions, réalisées par 1 057 salariés, *Nord Eclair* de 48 000 exemplaires pour neuf éditions.

## Les fondateurs de La Voix du Nord

23 juin 1940, le Nord et le Pas-de-Calais sont séparés de la France, et passent sous commandement de l'armée allemande, qui met la région en coupe réglée depuis Bruxelles.

1er avril 1941 : le premier numéro clandestin de *La Voix du Nord* paraît, dans des conditions incroyables.

Deux hommes en sont à l'initiative : Jules Noutour est secrétaire général de l'association professionnelle de la police, membre du Parti Socialiste Sfiio. Natalis Dumez est militant catholique social. Seule l'adversité peut réunir ces deux genres d'hommes très différents.

Dès l'été 1942, la Gestapo commence ses arrestations dans l'équipe. Dumez tombe le 7 septembre, Félix Planquart, imprimeur à Lille fut pris le 1<sup>er</sup> juin. Jules Noutour tomba l'année suivante avec deux autres camarades, imprimeurs à Saint-Amand. La liste est longue, de déportés (Noutour lui-même), fusillés, torturés, pour avoir fait paraître cette feuille clandestine.

Pourtant les hommes du journal servirent de logistique à la mise en place de noyaux combattants, en 1943.

C'est le 7 août 1944 que parut le dernier numéro clandestin de *La Voix du Nord*.

Y figure un « appel aux armes » : « Français, le temps de l'insurrection nationale est arrivée ».

# Gens du Nord L'esprit de Résistance !

*Elle est presque naïve, certes, mais bien vue tout de même, cette chanson de Jacques Demarny et d'Enrico Macias (1967) :*

« Les gens du Nord  
Ont dans leurs yeux le bleu qui manqué à leur décor.  
Les gens du Nord  
Ont dans le cœur le soleil qu'ils n'ont pas dehors.  
Les gens du Nord  
Ouvrent toujours leurs portes  
à ceux qui ont souffert.  
Les gens du Nord  
N'oublent pas qu'ils ont  
vécu des années d'enfer.  
Si leurs maisons sont alignées  
C'est par souci d'égalité.  
Les gens du Nord  
Courbent le dos lorsque le vent souffle très fort.  
Les gens du Nord  
Se lèvent tôt, car de là  
dépend tout leur sort.  
A l'horizon de leur campagne  
C'est le charbon qui est montagne (...)  
L'accordéon les fait danser  
Et puis la bière les fait chanter  
Et quand la fête  
Tourne les têtes  
On en voit deux se marier... »

**O**N Y ENTEND la dureté de la vie et la dignité des hommes, la religion de la solidarité et de l'égalité, et la musique est juste. Mais, « lorsque le vent souffle très fort » ? Erreur, amis chansonniers : les gens du Nord n'ont pas pour habitude de courber le dos !

Et ce n'est pas à Lille-la-Résistante que le refrain de la soumission risque d'être entendu...

Pourtant, qui connaît encore ce moment glorieux, qui dit sûrement l'essentiel du Nord et de sa capitale ? Qui sait, aujourd'hui, où le martyr du malheureux Guy Môquet est objet de manipulation politicienne, que les Lillois doivent leur libération au seul héroïsme de ses résistants ?

Occupée par les Allemands dès le 28 mai 1940, Lille fut située dans la zone interdite, saturée d'organismes allemands de pillage économique et par les troupes d'arrière du mur de l'Atlantique.

L'Oberfeldkommandantur de la ville et de sa région était placée sous l'autorité du commandement militaire de Bruxelles, ce qui préparait une pure et simple annexion. Comme dans peu d'autres régions, les réseaux de Résistance se sont constitués

spontanément dès 1940 ! Certains ont été totalement détruits par la Gestapo ou l'Abwehr, comme le réseau Alliance qui fournissait des renseignements sur les mouvements de troupes d'occupation. Son émetteur radio était installé à Marcq-en-Baroeul, entre Lille et Roubaix. A Lille même, le capitaine Michel, Michael Trotobas, avait créé une organisation d'une telle efficacité dans la destruction des cibles militaires qu'elle était la terreur de la Feldgendarmarie.

### L'HISTOIRE PARTICULIÈRE DU MOUVEMENT LIBÉRATION-NORD EST EXEMPLAIRE

Finalement arrêté boulevard de Belfort, le capitaine fut aussitôt fusillé. Toujours à Lille, Natalis Dumez éditait clandestinement *La Voix du Nord* et appelait à l'union avec de Gaulle et « les Français

libres ».

Aux côtés de l'Organisation civile et militaire, armée par Londres, d'autres mouvements, dont Libération-Nord et les FTP, recrutèrent dans les syndicats et organisaient de spectaculaires grèves de mineurs...

On le voit, la Résistance des gens du Nord fut particulièrement précoce et massive.

L'histoire particulière du considérable mouvement Libération-Nord, dont l'importance est encore trop peu reconnue, est exemplaire. Exemple de courage sans condition, exemple aussi de la source syndicale dans la Résistance.

L'ouverture du Congrès de la Filpac-Cgt est l'occasion de rendre un hommage reconnaissant à nos anciens camarades, magnifiques héros de la liberté, tous animés, aussi, par l'idéal d'une société juste et solidaire.

Pour nous, gens de presse et de papier, il n'est pas indifférent de relever que l'origine de Libération-Nord se trouve dans la rédaction d'un journal dont les rédacteurs étaient issus pour l'essentiel de la SFIO, de la Cgt et de la Cftc. Robert Lacoste et Christian Pineau



- le futur « Francis » -, tous deux cégétistes, s'évertuèrent, dès novembre 1940, à s'opposer ouvertement au régime de Vichy. Christian Pineau rédigea les soixante-dix premiers numéros du journal, dès le mois de décembre 1940 (par comparaison, le premier numéro de Défense de la France n'a paru que le 14 juillet 1941). La montée en puissance du mouvement Libération-Nord et la force avec laquelle il est parvenu à tisser un réseau interrégional de premier plan, sans oublier les liaisons avec la Résistance extérieure à Londres, furent impressionnantes. Christian Pineau fut le premier chef de la Résistance à faire le voyage de Londres, en mars

1942. Avec lui, d'autres hommes sans peur ni reproche firent la réussite du mouvement: Victor Vandeputte, François Chevalme, Gaston Tessier, Henri Ribière... Tous étaient syndicalistes. Rapidement, Libération-Nord a développé des « branches » dans tout le Nord de la France pour lutter contre les occupants, notamment grâce au renseignement : création des réseaux « Phalanx » (zone sud) et « Cohors » (zone nord), organisation de maquis de lutte armée à partir de 1943... Mais la ligne de conduite initiale n'a jamais été oubliée : l'action politique devait toujours primer sur la violence. Après la Libération, la déception de ces héros fut à la mesure des espoirs

nourris pendant la clandestinité. Alya Aglan, remarquable historien du mouvement (*La Résistance sacrifiée. Histoire du mouvement Libération-Nord*, Champs Flammarion, 1999), nous explique cette déception. Dès 1947, dans les partis politiques progressistes, les « politiques » avaient pris le dessus sur les résistants. Ceux-ci ne pouvaient donc plus insuffler aux gouvernants l'esprit de leur résistance, germé dans le terreau syndicaliste. Pourtant, quelque chose nous dit que l'esprit de leur Résistance souffle encore à Lille et qu'il n'a jamais quitté l'esprit des gens du Nord !

Antoine Peillon

Enigme

## De qui est-ce ?

« Sturge, le représentant de la bourgeoisie radicale, proposa de rayer le mot Charte des statuts de l'Association chartiste, sous prétexte que ce nom serait lié, à cause de l'insurrection, à des souvenirs révolutionnaires violents - liens qui, du reste, dataient déjà de longues années et auxquels M. Sturge n'avait eu jusqu'alors rien à objecter. Les ouvriers ne voulaient pas abandonner ce nom et lorsque Sturge fut battu aux voix, ce Quaker devenu tout à coup un loyal sujet, quitta la salle en compagnie de la minorité et fonda une Complete Suffrage Association formée de bourgeois radicaux. Ces souvenirs étaient devenus si odieux à ce bourgeois jacobin la veille encore, qu'il alla jusqu'à transformer l'expression suffrage universel (universal suffrage), en cette locution ridicule : suffrage complet (complete suffrage). Les ouvriers se rirent de lui et poursuivirent leur chemin.

A partir de ce moment, le chartisme devint une cause purement ouvrière, libérée de tous les éléments bourgeois, etc. Les journaux complets - *Weekly Dispatch*, *Weekly Chronicle*, *Examiner*, etc. - sombrèrent peu à peu dans le style soporifique des autres journaux libéraux, défendirent la cause de la liberté du commerce, attaquèrent le *bill* des dix heures et toutes les motions exclusivement ouvrières, faisant somme toute fort peu apparaître leur radicalisme.

La bourgeoisie radicale s'allia dans tous les conflits avec les libéraux contre les chartistes et, d'une façon générale, elle fit de la loi sur les grains - qui est, pour les Anglais, la question de la libre concurrence - sa préoccupation principale. Elle tomba ainsi sous le joug de la bourgeoisie libérale et joue actuellement un rôle des plus lamentables. Les ouvriers chartistes par contre prirent avec une ardeur redoublée leur part de tous les combats du prolétariat contre la bourgeoisie. La libre concurrence a fait assez de mal aux ouvriers pour être maintenant un objet de haine pour eux ; ses représentants, les bourgeois, sont leurs ennemis déclarés. L'ouvrier n'a que désavantages à espérer d'une libération totale de la concurrence. Les revendications qu'il a formulées jusqu'à présent : *bill* des dix heures, protection de l'ouvrier contre le capitaliste, bon salaire, situation garantie, abrogation de la nouvelle loi sur les pauvres, toutes choses qui sont des éléments du chartisme au moins aussi essentiels que les 'six points', vont directement à l'encontre de la libre concurrence et de la liberté du commerce. Il n'est donc pas étonnant - et c'est ce que toute la bourgeoisie anglaise ne peut comprendre - que les ouvriers ne veuillent point entendre parler de libre concurrence, de liberté du commerce et d'abrogation des lois sur les grains, et qu'ils éprouvent à l'égard de cette dernière tout au plus de l'indifférence, mais par contre, à l'égard de ses défenseurs la plus vive animosité. Cette question est précisément le point où le prolétariat se sépare de la bourgeoisie, le chartisme du radicalisme ; et la raison d'un bourgeois ne saurait le comprendre parce qu'elle ne peut comprendre le prolétariat. »

Impac offre un abonnement à vie  
au journal fédéral  
à qui trouve l'auteur de ces lignes.

## « Nous fûmes des milliers ! »

Allocution de Christian Pineau, fondateur de Libération-Nord, en octobre 1990 (*Le Patriote Résistant*, n° 613, novembre 1990)

« Que faire ? En septembre 1940, dans le petit bureau de la Caisse des dépôts et consignations, à deux pas de la rue de Verneuil, occupé par Robert Lacoste, nous avons longuement étudié la réponse à cette question cruciale et conclu banalement : il faut nous organiser pour le jour où notre action pourra être nécessaire. Une organisation ? Mais laquelle ? C'est alors que jaillit l'étincelle : l'organisation syndicale ! Le gouvernement de Vichy lui a retiré toute existence légale mais ses cadres subsistent et nous les connaissons. Robert Lacoste est secrétaire de la Fédération des fonctionnaires, je dirigeais le conseil économique de la Cgt et la parution du journal *Le Peuple*. C'est dire qu'à nous deux nous connaissions beaucoup de monde. (...)

Les circonstances sont propices : René Belin, qui fut l'une de mes grandes désillusions, a été nommé par le maréchal ministre du Travail. Il prépare une charte corporatiste, voire fasciste, totalement opposée aux traditions du syndicalisme français.

Elle ne manquera pas de provoquer des réactions négatives et nous trouverons sans doute des appuis auprès de ceux qui la refuseraient. De là, un plan d'action très simple, comme tous les plans efficaces : réunir, dans un comité, des camarades sûrs appartenant aux syndicats adversaires de la charte ; rédiger un manifeste nettement opposé aux projets de Belin et le leur soumettre ; envoyer le résultat de nos travaux aux organisations syndicales, collationner avec soin les réponses, passer à la seconde étape, rédiger un petit journal clandestin et l'envoyer aux syndicalistes dont les réponses nous auront paru les plus proches de nos idées ; transformer enfin notre comité en un mouvement de Résistance dont nous avons tout de suite retenu le nom : Libération.

Nous sommes devenus par la suite Libération-Nord pour ne pas être confondus avec le mouvement Libération-Sud, dirigé en zone libre par d'Astier de la Vigerie. Robert Lacoste et moi avons choisi douze noms : neuf parmi les confédérés Cgt, trois parmi les syndicats chrétiens. On les a trop souvent oubliés pour que je résiste au désir de les rappeler aujourd'hui, par ordre alphabétique :

Bouladoux Maurice, secrétaire de la Cftc ; Cappocci Oreste, secrétaire général de la fédération des employés Cgt ; Chevalme François, secrétaire général de la fédération des métaux Cgt ; Gazier Albert, secrétaire général de la chambre syndicale des employés de la région parisienne Cgt ; Jaccoud Eugène, secrétaire général de la fédération des moyens de transports Cgt ; Lacoste Robert, secrétaire de la fédération des fonctionnaires Cgt ; Neumeyer Pierre, secrétaire de la fédération des fonctionnaires Cgt ;

Pineau Christian, secrétaire du conseil économique de la Cgt ; Saillant Louis, secrétaire de la fédération du bâtiment et du bois Cgt ; Tessier Gaston, secrétaire général de la Cftc ; Vandeputte Victor, secrétaire général de la fédération du textile Cgt ; Zirnheld Jules, président de la Cftc.

Douze militants syndicalistes, pas un de plus, pas un de moins ! Ce sont les pères de Libération-Nord.

La suite est simple, tout s'est déroulé selon le plan initial. Le manifeste est adopté et publié. J'aimerais que les syndicalistes d'aujourd'hui en prennent connaissance, s'ils ne l'ont pas déjà fait. (...) Je me contenterai de citer quelques passages qui vous paraîtront anodins tant ils correspondent à des évidences actuelles (...) : *Chaque personne humaine est également respectable. Elle a droit à son libre et complet épanouissement dans toute la mesure où celui-ci ne s'oppose pas à l'intérêt de la collectivité. Le syndicalisme français ne peut admettre en particulier : l'antisémitisme, les persécutions religieuses, les délits d'opinion, les privilèges de l'argent. Il réprouve en outre tout régime qui fait de l'homme une machine inconsciente, incapable de pensée et d'action personnelles.*

Le premier numéro de *Libération* sortit le 1<sup>er</sup> décembre 1940. Il fut tiré sur la ronéo de la Caisse d'assurance sociale, le travail fait par notre première militante Yvonne Tillaud. Notre journal devait paraître chaque semaine, sans une seule interruption, jusqu'à la Libération !

Bien entendu, nous n'étions plus douze, nous avons été rejoints par d'autres syndicalistes et des hommes de tous les milieux sociaux, comme René Parodi, mort dans une prison allemande, Henri Ribière, Jean Texier qui rédigea *Libération* quand je fus astreint à la clandestinité. Charles Laurent, le général Decarville, le colonel Duc Dauphin, Paul Verneyras et bien d'autres.

Nous fûmes des milliers au combat ; après la Libération nous avons dû renoncer à nous compter. C'est de ces milliers de camarades dont je voudrais maintenant vous parler. Les chefs de la Résistance, du moins ceux qui ont survécu, sont connus, catalogués, généralement honorés.

Mais tous les autres resteront pour la plupart anonymes, encore que de nombreux monuments, édifiés en province par des associations de résistants, aient permis l'inscription dans le marbre ou la pierre de beaucoup de leurs noms (...)

Or, les plus humbles couraient autant de risques que leurs chefs ; ils avaient droit comme eux à la mort ou à la déportation. Ils étaient seulement privés de la gloire. »



le groupe de protection sociale pour  
l'audiovisuel,  
la communication,  
la presse,  
et le spectacle.

Professionnels de la presse :  
à vos côtés  
tout au long  
de votre vie



santé, retraite, prévoyance,  
épargne, logement, action sociale

Pour en savoir plus : **0811 65 50 50\***

\* Prix d'un appel local

[www.audiens.org](http://www.audiens.org)

# Le Congrès côté « jardin »



## Les invités

Lucien Behr  
Patrick Béziers  
Jean-Jacques Bordes  
Philippe Bouldoires  
François Blumental

Secafi Alpha  
Directeur Audiens  
Secafi Alpha  
Président MNPL  
ancien directeur financier  
du complexe confédéral  
Chargé de mission Apex  
Ancienne secrétaire de la Cgt  
Fédération THC  
Audiens  
Secrétaire Cfdt  
Chargé de mission Apex  
Chargée de mission Apex  
Collaboratrice presse  
magazine

M. Delfini  
Antonio Delgado  
Daniel Delisle  
Jacques Denoyelle  
Colette Duynslaeger  
René Fagnoni

Chargé de mission Apex  
Responsable de secteur Apex  
Imprimerie Alliages  
Secafi Alpha  
Secrétaire générale Fafpt  
Secrétaire général du comité  
de groupe Socpresse  
Président Alpha

Pierre Ferracci  
Jean-Michel Floret  
Thomas France  
Gérard Gatnot

Ancien président MNPL  
Secafi Alpha  
Ancien secrétaire  
général Snj Cgt

Christophe Gauthier  
Jean-Luc Gerges  
Graziella Lovera  
Olivier Grosjean  
François Gueneret  
Jean-Jacques Hedouin

Secafi Alpha  
Directeur Acas  
Secrétaire de la Cgt  
Secafi Alpha  
Secafi Alpha  
Collaborateur au secteur  
international fédéral

Pierre Ivorra  
Vincent Jacquemont  
Maurice Lecomte

Apex  
Secafi Alpha  
Président de l'Acas

Roger Lecomte

Ancien secrétaire  
de la Filpac / Opcac Gcm  
Collaborateur du secteur  
international fédéral  
Ancien responsable de  
l'animation des luttes CFD/Fédération  
LM Communication  
Président Directeur Général  
Apex

Daniel Légerot

Maurice Lourdez

Patrick Marais  
Michalou

Michel Teche

Gonzague Nancy  
Fabrice Nicolle  
Marc Ouzoulias  
Dorothee Picon  
Michel Rolland

Gilles Rousseau  
Jean-Pierre Thibault  
Isabelle Thirion

Bernard Trichot

Vice-président du Fonds  
social Carpilig et Andfs,  
administrateur Carpilig/Lourmel  
Secafi Alpha  
Directeur Mediagrap  
Coexco  
Chargée de mission Apex  
Directeur administratif  
Mediagrap  
Président Mediafor  
Audiens  
Responsable relations  
extérieures Audiens  
Directeur général Opcac Gcm

Mederic  
Mediagrap  
Miepeca  
Novallis  
OCIRP  
OPCACGM  
Secafi  
Secours Populaire - Comité du Livre  
Plaisir Littéraire

stand n° 12  
stand n° 10  
stand n° 20  
stand n° 2  
stand n° 3  
stand n° 9  
stand n° 22  
stand n° 15  
stand n° 21

## Les délégations étrangères

Philip Jennings, secrétaire général Union Network International  
Reinhard Reibsch, secrétaire général de l'EMCEF (Fédération européenne des syndicats des mines, de la chimie et de l'énergie)  
Timo Virtanen, membre du comité exécutif Paperilitto de Finlande Aila Seppala, secrétaire Paperilitto de Finlande  
Eugène Kuprin, secrétaire de l'ICEM (Fédération internationale des travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines)  
Sibbald Stephen, secrétaire national graphique et papier Amicus, Grande-Bretagne  
Adriana Rosenzvaig, secrétaire générale Uni-Graphic  
Nicolas Konstantinou, Uni Europe  
Lars Goran Johansson, membre du bureau Swedish Paper, Suède  
Gaye Elhadj, secrétaire général Snig-Cgt, Mauritanie  
Mongi Abderahim, secrétaire UGT, Tunisie  
Le Thi Thanh Nga, présidente fédération syndicale des papeteries du Vietnam  
Chau Nhat Binh, directeur départemental des affaires extérieures, confédération des travailleurs du Vietnam  
Le Tien, chef administration, fédération des travailleurs industries du Vietnam

## Du côté des exposants

ACAS  
Ag2R  
Afir  
ANCAV  
Apex  
Audiens  
Coexco  
Cuba Si  
Emergences  
Filpac  
Graphisme et communication  
Groupe Mornay  
LM Communication  
Malakoff

stand n° 19  
stand n° 11  
stand n° 5  
stand n° 24  
stand n° 6  
stand n° 1  
stand n° 4  
stand n° 17  
stand n° 16  
stands n° 7 et 8  
stand n° 18  
stand n° 14  
stand n° 23  
stand n° 13

**Plus d'infos font la somme**

**l'union Picardie**

Avec votre journal

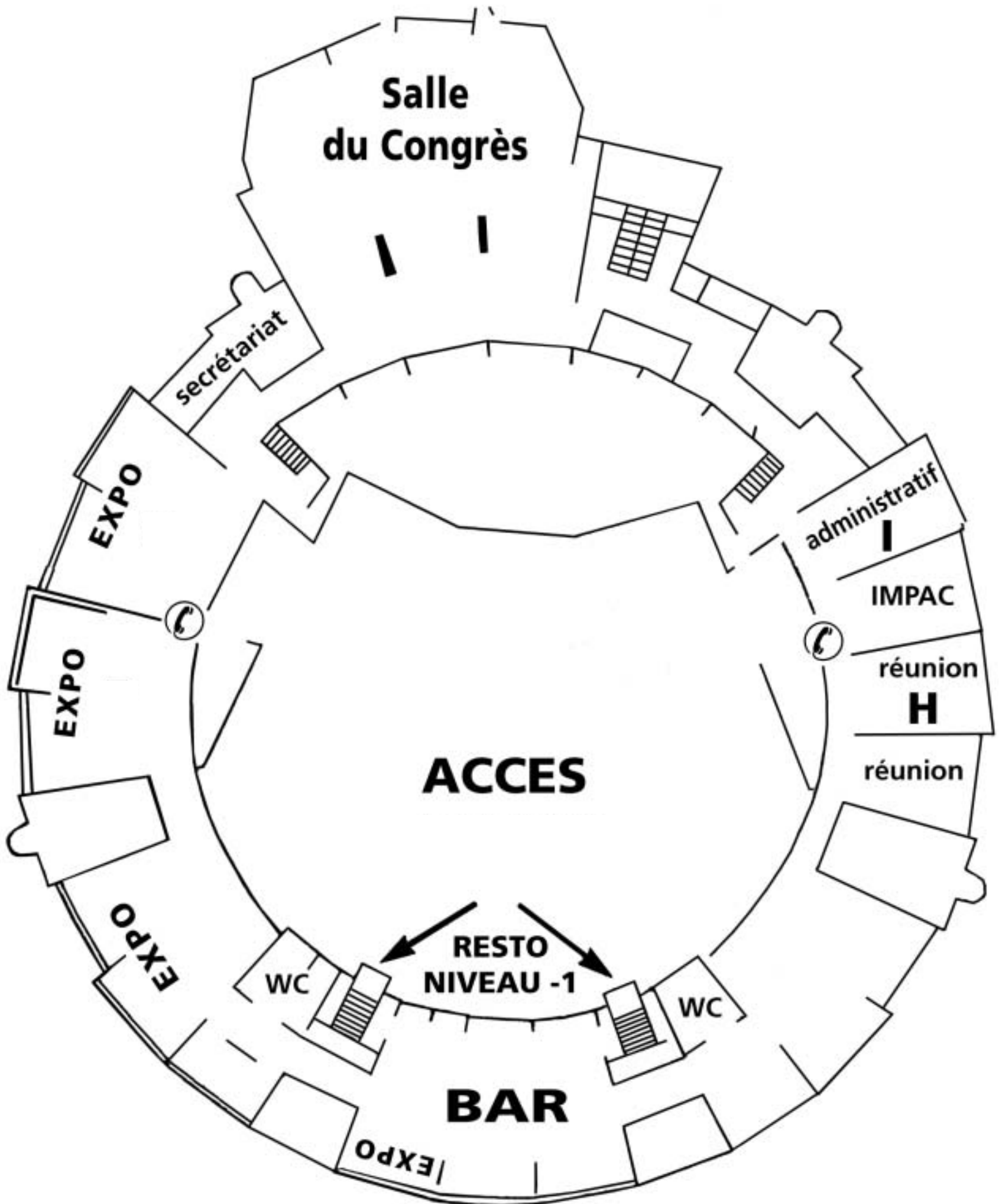
120 emplois de plus au parc logistique

Camille : un plan pour les seniors



# Le Congrès côté « cour »

## NIVEAU 1





## Notre « double besoin »

C'EST ENTENDU, Sarkozy veut étouffer les syndicats par une avalanche de réunions vides de négociations réelles, pour mieux passer en force. Il veut, mais il n'a pas encore fait. Quelques-uns de ses méfaits sont avérés : franchises médicales, cadeaux fiscaux aux grandes fortunes, expulsion des immigrés, sélection raciale aux frontières.

Pas à une provocation près, ce grand désintéressé double son salaire, grâce à l'obéissance zélée des députés UMP. Il devrait aussi palper la paie de Fillon et des autres ministres, tant il est tout à la fois. Soutenu par des ralliés de gauche, élu de toutes les droites, il a tous les droits, non ? Pourtant le plus gros reste à venir.

Parisot le sait bien, et réunit, les 5 et 8 novembre, son état-major et les chefs de l'UIMM. Elle court après deux lièvres. D'abord éviter une scission du Medef. « *La grande famille patronale doit être solidaire dans ses composantes, unie dans sa diversité* », vient-elle d'écrire à ses ouailles.

Si le magot de l'agent très spécial Gautier-S lui file entre les doigts, elle ne tirerait pas les bénéfices de l'avoir balancé au fisc. L'autre lièvre ? C'est nous ! Elle a de grands projets syndicaux : « *N'ayons pas peur de nous demander si nous ne devrions pas favoriser une recomposition du paysage syndical. Si les syndicats étaient un peu moins nombreux, ils seraient un peu plus forts. L'éclatement syndical est un handicap pour la mise en place d'un vrai dialogue social.* » C'est pour ça qu'elle a besoin d'argent : elle veut domestiquer une partie du syndicalisme, l'intégrer. D'où cette campagne autour de l'argent de la vieille (UIMM), pour répandre la suspicion, et préparer une future sélection. Mais là encore, rien n'est joué. Une « double besoin » - selon les termes de notre historique Charte d'Amiens - nous attend.

Au-delà de notre solidarité active avec les salariés affiliés aux régimes spéciaux, lançons une campagne sur le régime général des retraites.

Le choc de 2008 sera rude, et son issue affectera tout l'édifice social du pays. En même temps, contribuons à rassembler les salariés de nos filières professionnelles autour d'objectifs de grande portée sur l'emploi, qu'ils se nomment sécurité sociale professionnelle, droit des comités d'entreprise ou encore création de postes qualifiés en nombre suffisant pour les jeunes.

De plus, il nous faut être offensif sur la question des salaires : l'explosivité de personnels dont on attend peu d'ordinaire, hôtesses et stewards d'Air France, nous montre que le climat social devient nerveux.

## Novembre, un agenda chargé

### RATP

les syndicats, dans l'unité, attendent une réponse du gouvernement, pour le 5 novembre pour se prononcer sur un mouvement de grève.

### SNCF

Les fédérations CGT, FO, CFTC, CFDT, Sud Rail, l'UNSA et la CFE/CGC, ont déposé un préavis de grève de 24 heures reconduc-

tibles, à partir du mardi 13 novembre à 20 h.

### EDF et GDF

la CGT et FO ont lancé un appel à la grève pour le 14 novembre.

### Fonction publique

Sept des huit fédérations de fonctionnaires organisent une journée de

grève le 20 novembre, date également choisie par La Poste et France Télécom

### Magistrature

Le syndicat de la magistrature et trois des syndicats de fonctionnaires de justice appellent à la grève le 29 novembre contre la réforme de la carte judiciaire.

## L'orientation confédérale en quelques mots

MARYSE DUMAS, RAPPORT AU CCN DU 24 OCTOBRE 2007

### Régimes spéciaux

« L'objectif de la Cgt est bien de gagner sur le cadre de la réforme des régimes spéciaux, pour les salariés concernés bien sûr, mais aussi pour se mettre en condition la plus favorable pour gagner sur la réforme d'ensemble des retraites du régime général.

Ce choix nous conduit à argumenter fortement, non seulement en défense des acquis des salariés, visés par la réforme des régimes spéciaux, mais de le faire en gagnant la conscience des millions d'autres à l'importance d'être solidaires autour d'enjeux communs pour la réforme des retraites qui se profile au début 2008.

Chaque étape de l'action, des propositions, des discussions avec les directions d'entreprise et le gouvernement, est conçue entre étroite liaison entre les fédérations et la confédération : ensemble nous portons les enjeux de la solidarité revendicative interprofessionnelle et de la recherche de convergences de lutte avec toutes les professions et avec toutes les organisations syndicales.

C'est un moyen essentiel pour déjouer le piège tendu par Nicolas Sarkozy : opposer les différentes catégories de salariés les unes aux autres, affronter le mouvement syndical et singulièrement la Cgt là où elle est la plus forte, isoler et abattre le mouvement social, dans

ce secteur pour dégager la voie à d'autres réformes antisociales de grande ampleur. »

(...)

### Forme d'action

« Toute notre expérience syndicale démontre que le seul intérêt du débat sur la forme d'action consiste à rechercher celle qui rassemble le plus de monde, celle qui permet aux salariés en lutte de tenir le plus longtemps, celle qui est susceptible de recueillir la sympathie et encore mieux le soutien de l'opinion publique. »

(...)

### Retraites 2008 : construire une perspective revendicative commune

« Pour avancer, nous avons pas mal d'obstacles à vaincre et d'efforts à fournir : d'abord pour parvenir à ce qu'un socle commun revendicatif anime notre démarche dans toutes les professions et entreprises. Socle commun élaboré en réponse aux problèmes qui vont survenir non seulement pour ceux dont l'âge de la retraite approche, mais pour ceux et celles qui entrent seulement dans la vie active, ou qui ont aujourd'hui autour de la quarantaine.

Nous avons besoin, à la fois de donner corps à une perspective revendicative commune, axée sur l'idée de droit à la retraite dès 60 ans pour

tous, avec un calcul d'annuités qui permette à cet âge-là, et un taux de remplacement élevé des carrières complètes pour le plus grand nombre, et des départs anticipés pour tous ceux exerçant dans des travaux pénibles.

En même temps nous ne devons pas sous-estimer les batailles d'idées à mener, beaucoup de ceux qui nous entourent étant convaincus qu'on ne pourra pas faire autrement que d'allonger les durées de cotisations. Nos explications doivent viser à la fois le financement de nos revendications : 3% du PIB, l'importance pour toute la société et son équilibre que de permettre des retraites dans de bonnes conditions et aussi l'échec prévisible des choix politiques tels qu'ils résultent de la loi Fillon de 2003, que le gouvernement veut encore aggraver en 2008. »

### Convergences unitaires

« ...Ce n'est pas la succession de journées d'actions qui est responsable de l'échec du mouvement de 2003, c'est la rupture de l'unité, les discussions séparées, à un moment où, au contraire, le mouvement était en plein développement. Cet épisode a laissé des traces profondes. Elles peuvent être salutaires si elles conduisent à ne pas renouveler les mêmes erreurs et à privilégier l'unité d'action plutôt que les compromis de coulisse au milieu de la nuit... »



VI<sup>e</sup> Congrès de Lille  
5 - 8 novembre 2007

Directeur de publication : Michel Muller  
Responsables : Jean Gersin, David Dugué  
Equipe rédactionnelle :  
Yvon Huet, Jean-Pierre Ghiotto, Antoine Peillon, Hugues Josco  
Conception graphique : Florence Peyronneau  
Réalisation graphique : Sébastien Meziane,  
Bruno Lantéri, Madeleine Fougères  
Révision : Claire Delenclos  
Photographe : Jean-Michel Hiblot  
Impression réalisée par les salariés syndiqués de La Voix du Nord





# L'avenirr, 2r c'est mieux avec



Retrraite - Prrévoyance - Éparrgne - Assurrance Santé

Voir l'avenir avec sérénité. Avec un partenaire qui soit un allié solide. 1<sup>er</sup> groupe interprofessionnel français de retraite et prévoyance complémentaires des salariés et des retraités, avec plus de 7 millions de personnes assurées. **Un soutien.** Créé depuis plus de 50 ans par de grandes entreprises pour améliorer la protection sociale de leurs salariés. **Une caution.** Géré paritairement par près de 600 administrateurs, implantés régionalement et tous acteurs de la vie économique et sociale. **Une présence régionale forte.** 3 600 salariés experts, un réseau de plus de 80 implantations régionales, et 250 permanences ponctuelles sur tout le territoire français.



0878 - 1000837 - 020334329 - 020334329 - 020334329 - 020334329 - 020334329 - 020334329 - 020334329 - 020334329



# Portrait Jean Verschueren



## H2D à Hellemmes : De la victoire à la perspective

Quand le pot de terre réussit à ébranler le pot de fer, l'homme peut continuer à « cultiver son jardin », pour reprendre cette belle expression de Voltaire. Encore faut-il que les hommes trouvent le bon chemin pour y arriver. C'est ce qu'ont fait les salariés de l'imprimerie Héliogravure-Didier-Quebecor d'Hellemmes, à Lille, en permettant le redémarrage de leur entreprise après plusieurs mois de lutte. Jean Verschueren, élu Cgt au comité de groupe de Quebecor, acteur incontournable de cette merveilleuse histoire nous apporte son témoignage.

**D**ANS LES ANNÉES 1990, Quebecor, groupe multinational à base canadienne, rachète les entreprises en France et se retrouve avec 18 sites regroupant l'ensemble de la filière préresse, impression et finition. Dans ce cadre, en février 1995, il reprend l'usine d'Héliogravure, du groupe Jean Didier, à Hellemmes. Dès l'année 2000, il se restructure, soit en cédant ses entreprises à des tiers, soit en les fermant, comme à Strasbourg (180 salariés). Ainsi, le nombre des salariés des entreprises concernées passe de 3000 salariés et plus dans les années 1990 à 1800 salariés en 2006.

### Quebecor recentre ses investissements et « dégraisse »

Sur le plan des investissements, le groupe, mis en difficulté par la concurrence du marché européen, investit dans des machines de grande laise.

C'est ainsi qu'en janvier 2006 le Conseil d'administration de Montréal décide d'investir en Belgique, à Fleurus, près de Charleroi, dans une nouvelle unité de production 4,32 m de laise, le nec plus ultra dans le domaine de l'héliogravure quand on sait qu'en France les laises se situent entre 1,98 m et 3,08 m. Les raisons de ce choix sont particulièrement liées aux conditions offertes, notamment une subvention de 5 325 000 euros des régions wallonnes et de la CEE.

L'abandon des marchés avec les machines investies en France s'accélère. Ainsi, à Blois, en 2000, deux machines sur trois sont arrêtées, à Corbeil en 2005, deux machines sur quatre sont arrêtées et à Strasbourg, les trois machines sont arrêtées en juin 2006. Mary-

sur-Marne est épargnée avec ses trois machines de 3,08 mètres de laise.

### La douche froide, une note à payer de 230 licenciements

A l'usine d'Hellemmes, qui possède quatre machines de 2,10 m de laise, lors de l'annonce de l'investissement de Charleroi, la direction entretient le flou. Elle propose la réduction de la capacité de production de 25% dans un premier temps. Le comité de groupe, le 9 octobre 2006, annonce la réduction de la capacité de production de 50% avec en point de mire la fermeture définitive en juin 2007, ce qui correspond au licenciement de 230 CDI et au « remerciement » de 40 CDD ou intérimaires. Cette annonce est suivie d'un CE extraordinaire le 12 octobre. Cette situation a profondément traumatisé les salariés. Un camarade conducteur de 55 ans s'est suicidé après l'annonce. Certes, ce n'est certainement la seule cause de ce drame, mais elle y a largement contribué.

### La résistance des salariés s'organise rapidement

Les syndicats Cgt et FO, avec une Cgt majoritaire à 70%, déclarent la décision du groupe inacceptable. La situation économique « difficile » organisée artificiellement par le groupe cache un coup de force programmé. La décision est d'autant plus scandaleuse qu'aucune proposition de reprise n'est faite. Le groupe Quebecor s'oppose à toute solution qui pourrait la concurrencer sur son terrain. Il y a pourtant un marché et un potentiel commercial et industriel, tant dans la région que dans le pays qui ne justifie pas la

liquidation de l'entreprise, alors que les actionnaires du groupe ont touché environ 15 millions de dividendes en 2004 et 2005.

### Eviter l'isolement en élargissant et en popularisant le mouvement

On a construit la lutte autour de la reprise en favorisant l'unité d'action avec le mouvement syndical Cgt, la population, les organisations politiques, les élus, les Pouvoirs publics, les municipalités, le conseil régional, en évitant tout repli sur soi dont profiterait la direction de Quebecor. Notre première action s'est faite au salon des ventes à distance (VAD). Nous y avons manifesté en exposant aux clients que sont les Trois Suisses, Damart, Verbaudet, aux donneurs d'ordre tels que Castorama, Bricodépôt, filiale de Castorama, Catalogues généraux, etc. notre situation et notre volonté de voir trouver une solution pour une relance de l'entreprise. L'accueil fut favorable. Certains d'entre eux nous ont promis de nous aider dans la mesure de leurs moyens. Nous avons entrepris la même démarche auprès des politiques, avec un accueil particulièrement favorable de la région Nord-Pas-de-Calais, de la municipalité de Lille, des partis de gauche et des associations progressistes. Nous avons eu une entrevue auprès du Préfet qui nous a donné son appui dans la recherche d'une éventuelle reprise.

### Pour tenir la distance, il a fallu maintenir la pression

Dire que tout allait sur des roulettes dans la mobilisation serait faux. L'ambiance fataliste pesait lourd et seules les actions déterminées pouvaient empêcher le découragement. Ainsi, de multiples actions, relayées par les médias, furent organisées afin de pas laisser le mouvement s'enliser et s'isoler : manifestations à la préfecture, action avec les camarades d'Auchan, chez un patron « musclé », Decoster, imprimeur, en entrant dans son usine, etc. Les médias, la radio, la télévision, la presse régionale, avec *La Voix du Nord*, *Nord Eclair* et *Liberté-Hebdo* rapportaient les actions

des 230 otages du groupe Quebecor.

### A forche d'aller ach' puits, el chaîn-n' al casse

(formule chtimie du proverbe « Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se brise »)

9 novembre 2006. Le PDG de l'entreprise, Yvan Lesniak, demande à faire une assemblée générale pour expliquer au personnel le bien fondé de sa décision. Cette annonce met le feu aux poudres. Les salariés de l'entreprise séquestrent le staff de direction. Le but de l'action est clairement relayé par les élus syndicaux : « Il est hors de question de ne pas tout faire pour une reprise de l'entreprise. »

La journée est très tendue jusqu'à 3 heures du matin. Le préfet m'appelle pour demander la libération des séquestrés sous peine d'intervention de la police.

Pas si simple de convaincre les camarades de les laisser sortir, mais on ne peut pas laisser pourrir la situation jusqu'à l'affrontement avec la police. La direction est accompagnée par tous les salariés présents à la porte de l'entreprise où attendent deux compagnies de CRS avec 20 camions.

### La lutte paie, mais il faut tenir jusqu'au bout

Après cette action, le groupe est contraint d'accepter le principe de la reprise. Une brèche est ouverte dans le mur du dictat et il faut aller vite tout en continuant à produire et tout cela malgré le doute et la tension persistante de certains camarades.

La direction joue sur la lassitude. Il faut donc des réponses concrètes rapidement. Le harcèlement et la mobilisation continuent donc.

Tous les vendredis, nous organisons une assemblée générale en pratiquant la démocratie directe dans la poursuite du mouvement. Pendant un mois et demi, il faut tenir et la tension est à son comble. Le 8 janvier 2007, 170 imprimeurs d'Hellemmes vont rejoindre leurs camarades de l'usine de Torcy en Seine-et-Marne pour se faire entendre au siège social. Un salarié de Torcy est appréhendé par la police et blessé, puis relâché. Le siège est certes un peu secoué, mais aucune dégradation n'est commise. La direction du groupe est donc toujours sous pression. La journée se termine dans la convivialité et la fraternité, à la mairie de Champs sur Marne où le maire, Mme Maud Tallet, soutient l'action des salariés.

### Une belle victoire au bout de la négociation

Dominique Donghi, cadre dirigeant de Quebecor, dirigeant de Mary-sur-Marne, ancien salarié de l'entreprise, fait une offre pour la reprise. Il propose le maintien du site avec deux machines et 102 salariés. Il ne touche quasiment pas à l'organisation du travail et aux salaires. Un accord est réalisé qui permet la relance de l'activité le 3 mars 2007 avec un nouveau sigle : H2D.

Le coût du plan est évalué à 30 millions d'euros, ce qui prouve bien que de l'argent, il y a, pour la sécurité sociale professionnelle des salariés, telle que la Cgt le préconise contre la conception de « travailleur jetable » que veut faire passer en force le Medef, avec le soutien du gouvernement actuel. »

Propos recueillis par Yvon Huet pour Impac

### Conditions générales de l'accord

1. Pour ceux qui restent (102), maintien des acquis plus 5000 euros pour rester. Les conditions de départ jusqu'en décembre 2009, si par malheur l'entreprise périclitait, sont les mêmes que pour les autres.
2. Pour ceux qui partent (127), en plus des indemnités conventionnelles, 45 000 euros de dédommagement.
3. Des conditions avantageuses de portage sont offertes pour les salariés de plus de 56 ans.
4. Pour les salariés précaires (CDD ou intérimaires), indemnités allant de 5000 à 12000 euros en fonction de l'ancienneté.
5. Une commission de suivi dont je fais partie est mise en place pour tous ceux qui ne reprennent pas leur activité à H2D.



Bernard Cordier et Stéphane Leweurs, monteurs polychrome, entourant Jean Verschueren



**Nos 2200 collaborateurs  
se mobilisent chaque jour  
pour votre protection sociale.**

## RETRAITE - PRÉVOYANCE - ACTION SOCIALE

Chez Mornay, nous voulons être en phase avec votre entreprise dans le monde d'aujourd'hui. Vous êtes réactifs. Nous proposons des services toujours mieux adaptés à vos attentes. Vous êtes performants. Nous optimisons en permanence la gestion de vos dossiers. Vous êtes à l'écoute de vos clients. Nous renforçons nos équipes commerciales pour mieux vous accompagner. Parce que c'est à nous d'aller vers vous. [www.groupemornay.com](http://www.groupemornay.com)

